

Programme d'activités mondiales et régionales (AMR)

Lacunes à combler au regard de problèmes urgents de qualité afin d'améliorer les résultats scolaires

1.	Introduction	2
2.	Activités proposées	4
2.1.	Principaux aspects techniques	5
3.	Recherches et connaissances.....	6
3.1.	Parachèvement des indicateurs	6
3.2.	Référentiel d'indicateurs	8
3.3.	Études bibliographiques, production de connaissances et présentation des connaissances.....	9
3.3.1.	Enseignement fondé sur la recherche dans les premières années de scolarité	10
3.3.2.	Recours aux langues locales pour l'enseignement des compétences de base	11
3.3.3.	Efficacité des méthodes d'enseignement durant les premières années de scolarité	12
3.3.4.	Enseignement effectif et efficace du calcul	12
3.3.5.	Formation et supervision des maîtres.....	13
3.3.6.	Stratégies de remédiation pour les élèves à la traîne.....	14
3.3.7.	Production, financement, distribution et utilisation de manuels.....	15
3.3.8.	Mesure et évaluation des résultats.....	16
4.	Ateliers techniques, séances d'apprentissage auprès des pairs et conférences	18
5.	Expériences reproductibles à plus grande échelle et assistance technique axée sur les plans sectoriels d'éducation.....	20
5.1.	Critères et étapes de sélection des pays	20
5.2.	Récapitulatif des activités prévues	21

1. Introduction

De mars à mai 2010, quelque 20 000 personnes ont participé à EVOKE, un jeu en ligne parrainé par la Banque mondiale. Les joueurs ont imaginé une multitude de solutions pour venir en aide aux habitants des pays à faible revenu. Certaines de ces solutions visaient à améliorer l'éducation. Un joueur a par exemple proposé d'offrir par « cloud computing » ou informatique en nuage, de « nouveaux outils puissants, mobiles, bon marché et d'utilisation facile [qui seront bientôt] disponibles partout ». Ce joueur partait probablement du principe que les élèves de pays à faible revenu auraient les compétences requises pour utiliser ces outils : une lecture aisée et rapide, une automaticité du calcul mathématique, une bonne maîtrise du langage, les connaissances préalables à une compréhension rapide des textes, et des enseignants ayant ces compétences et qui sont à même de les transmettre.

Or, lors des tests de lecture donnés dans les premières années de scolarité, quasiment aucun pays à faible revenu n'a obtenu un résultat approchant la vitesse moyenne nécessaire à la compréhension d'un texte simple (Abadzi 2011).

Figure 1. Compréhension de l'écrit dans les pays partenaires du FTI, par comparaison avec les pays européens, à la fin de la première année de scolarité



Source : Seymour et al. 2003 (Les données pour les pays partenaires du FTI se rapportent à la deuxième année d'école, tandis que celles des pays de l'OCDE concernent la première année de scolarité).

Dans des pays tels que la Gambie ou le Mali, plus de 90 pour cent des élèves étaient incapables de lire un seul mot. Dans nombre de pays à faible revenu, cette situation s'explique par de nombreuses ruptures de la chaîne, entre inscription à l'école et résultats scolaires. Le temps d'enseignement est insuffisant et mal exploité ; il y a un manque chronique de manuels à coût abordable, ou d'une teneur adaptée. Les instituteurs, mal payés, sont théoriquement supervisés par des inspecteurs qui ne se montrent jamais, et dirigés par des directeurs d'établissement qui n'ont aucune responsabilité pédagogique. Face à pareille pénurie d'information, les enseignants ne s'intéressent parfois qu'aux rares élèves qui arrivent à suivre. De ce fait, l'enseignement ne profite qu'aux plus doués, ou à ceux qui reçoivent une aide parentale. Les autres abandonnent prématurément, quand ils ne deviennent pas analphabètes. (Voir Abadzi 2006, 2008a, 2008b).

Le concept d'Éducation pour « *tous* » implique que les écoles enseignent des compétences de base non seulement aux enfants les plus fortunés, mais à quasiment tous les enfants, à l'exception peut-être de ceux présentant des difficultés particulières. Pour y parvenir, les méthodes sélectionnées doivent être efficaces, à la fois pour les bons élèves, les moyens, mais aussi les plus faibles. Les manuels, les méthodes pédagogiques, la formation des maîtres doivent contribuer à favoriser l'apprentissage chez les plus faibles, et non pas seulement chez les plus doués. Pour justifier le maintien du financement des bailleurs de fonds, les investissements dans l'éducation doivent produire des résultats tangibles et relativement rapides.

Lorsque le partenariat FTI a été constitué en 2002-03, les quatre lacunes à combler pour garantir le succès de cette initiative étaient : les données, les politiques, les capacités et le financement. Le temps a montré que les donateurs et les gouvernements avaient surestimé les capacités des élèves de foyers défavorisés. Les informations nécessaires pour leur permettre de tirer profit de leur scolarité devenaient ainsi la lacune fondamentale. Pour obtenir les résultats escomptés, à savoir améliorer les résultats scolaires, le partenariat FTI doit combler **le déficit de connaissances**, et offrir des connaissances pouvant s'appliquer dans le travail scolaire au jour le jour.

Concrètement, la proposition consiste à ce que le Secrétariat FTI engage une action avec certains pays pour obtenir une amélioration rapide des résultats scolaires en s'appuyant sur l'acquisition de la lecture dans les premières années de scolarité. À ce jour, les efforts de l'initiative Éducation pour tous et du FTI n'ont pas produit une amélioration nationale des acquis scolaires, ce qui devient aujourd'hui une nécessité. Plusieurs raisons justifient d'utiliser la lecture dans les première année de scolarité comme exemple concret de l'amélioration des résultats scolaires : a) un impact net et explicite doit être

démonstré ; et plus l'action est ciblée, plus grandes sont les chances de mettre en évidence de telles retombées ; b) il existe dans ce domaine assez de projets pilotes et d'expériences menées à plus grande échelle pour qu'on puisse désormais en tirer des généralisations, sans devoir attendre davantage ; c) les grands donateurs sont soucieux d'intervenir dans ce domaine. Certains financent déjà des activités de grande ampleur, soumises à des évaluations rigoureuses, pour lesquelles le Secrétariat FTI pourrait intervenir en tant que courtier du savoir, en plus de contribuer à l'amplification des expériences, et offrir une assistance technique spécialisée en cas de besoin ; d) la lecture est la base essentielle de toutes les autres compétences, et tout porte à croire qu'il est bien plus rentable d'intervenir dans les premières années de scolarité, en la prenant comme tremplin pour le développement ultérieur d'autres compétences. Le Secrétariat FTI propose d'intégrer rapidement l'enseignement du calcul élémentaire à l'action menée pendant les premières années de scolarité.

En dépit des nombreuses mesures de production et de présentation du savoir qui sont présentées ici, notons que la base empirique existante est suffisante pour déterminer comment améliorer les résultats scolaires, et pour permettre au partenariat FTI de commencer à développer les efforts au niveau national. Par conséquent, le modèle envisagé ici suppose un lancement rapide d'opérations susceptibles d'améliorer les résultats scolaires à l'échelle nationale, tout en intégrant les nouvelles connaissances à ces processus de perfectionnement au fur et à mesure de leur production.

2. Activités proposées

Le Fonds pour les activités mondiales et régionales (AMR) vise au financement d'activités qui contribuent à combler ces importantes lacunes et à améliorer les acquis scolaires.

Afin de donner une vision claire de l'action globale, on décrit parfois des activités annexes susceptibles d'être financées par d'autres fonds fiduciaires mais qui sont néanmoins fondamentales pour les objectifs visés par les AMR.

Les opérations suivantes sont envisagées dans les différentes catégories d'AMR :

1. Recherches, études bibliographiques, et présentation du savoir (y compris la collecte de données, les référentiels, l'élaboration de supports d'information récapitulant l'état des connaissances, etc.),

2. Ateliers techniques, sessions d'apprentissage auprès des pairs, conférences, et
3. Expériences d'échelle variable permettant de résoudre des questions spécifiques, et assistance technique aux plans sectoriels d'éducation.

Il convient de donner quelques explications sur la manière dont ces différents aspects s'articulent. Nous sommes convaincus qu'il faut d'urgence s'atteler au problème des résultats scolaires, et que les connaissances disponibles suffisent pour lancer l'Activité 3, autrement dit, pour engager des expériences spécifiques dans des pays qui peuvent rapidement en élargir la portée. D'ailleurs, de telles expériences sont déjà conduites, de la propre initiative de certains pays, avec des financements provenant des bailleurs de fonds nationaux, multilatéraux ou bilatéraux. Parallèlement, il faut aussi améliorer la base des connaissances sur lesquelles ces travaux viendront s'appuyer et, dans certains cas, apporter l'assistance technique nécessaire à plus d'efficacité. Le Secrétariat FTI commandera donc des études analytiques de certains aspects, en s'adressant à des consultants et à d'autres fonds fiduciaires, afin de mettre au point d'autres produits du savoir que les pays pourront appliquer au fil de leur action. À mesure que ces derniers acquièrent davantage d'expérience, il sera également utile d'organiser des ateliers et d'autres événements où les pays pourront présenter de nouveaux éléments d'information, et partager leur expérience. Ces événements seront aussi l'occasion, pour d'autres pays, de s'informer de l'action menée par certains dans ce domaine.

2.1. Principaux aspects techniques

De manière générale, toutes les opérations se rapporteront aux huit domaines fondamentaux qui constituent le socle de l'action à engager pour améliorer les résultats. **La liste ci-après constitue la référence première de toutes les actions menées à cette fin, d'où son importance.** Bien que pertinents pour toutes les sections du document, ces huit domaines font l'objet d'un examen détaillé à la section 3.3.

1. Instructions pour la lecture, fondées sur la recherche scientifique
2. Enseignement en langues locales de la lecture et des compétences élémentaires
3. Éducation préscolaire en vue de la préparation à l'école
4. Enseignement effectif et efficace du calcul
5. Formation, supervision et encadrement des maîtres

6. Stratégies de remédiation efficaces pour les élèves en difficulté
7. Production, financement, distribution et utilisation de manuels scolaires
8. Mesure et évaluation des résultats.

3. Recherches et connaissances

Trois axes de recherche sont envisagés ici : parachèvement des indicateurs ; analyses documentaires et mise en forme des connaissances ; et création d'un référentiel de données sur les indicateurs. Certains des travaux seront financés par des fonds fiduciaires autres que le Fonds de l'Éducation pour tous qui prend en charge les AMR. Ils sont décrits ci-après par souci de complémentarité.

3.1. Parachèvement des indicateurs

Le Secrétariat FTI réalisera, par ses propres moyens ou non, les travaux nécessaires à l'amélioration des indicateurs du cadre de résultats. Ces travaux s'inscriront dans le droit fil du suivi et de l'évaluation qu'il effectue d'ores et déjà. En outre, ils contribueront à préciser la relation entre les indicateurs d'apprentissage et les indicateurs d'accès à l'école ou d'abandon.

Tous les indicateurs du cadre de résultats sont sensibles à la qualité des services fournis. Si les élèves parviennent à apprendre ce que les programmes scolaires sont censés leur enseigner, ils seront moins susceptibles d'abandonner, de redoubler ou d'avoir des résultats médiocres. Ils auront également plus de chances d'achever leurs études primaires et de poursuivre au secondaire. (Le suivi doit toutefois tenir compte du fait que les politiques d'aide sociale influent sur ces indicateurs, quel que soit le niveau d'éducation)

Les normes de référence pourraient être appliquées aux pays partenaires désireux d'améliorer l'aptitude à la lecture de leurs élèves. Plusieurs d'entre elles pourraient être utilisées dans le cadre d'évaluation du Secrétariat FTI, notamment :

- les tests comparatifs internationaux (PASEC, SACMEQ) ;

- les examens des écoles publiques de différents pays partenaires du FTI ; les données de référence propres aux pays pourraient par exemple inclure les pourcentages d'échec, de passage à la classe supérieure, de redoublement (avec ventilation des données par sexe) ; si ces examens sont organisés comme il convient, ils doivent présenter les caractéristiques voulues de fiabilité et de validité psychométrique, et être globalement protégés des tentatives de corruption.
- De précédentes études ont fourni des données brutes sur les pourcentages relatifs à l'utilisation du temps d'enseignement (Abadzi 2008, études en cours en Amérique latine et dans les Caraïbes), sur la base de l'outil d'observation des classes appelé « Stallings snapshot ». Par conséquent les pays partenaires qui les utilisent pourraient s'en inspirer. Compte tenu du lien entre le temps d'enseignement et la réussite des élèves, ces études pourraient être prises comme indicateurs des résultats scolaires. Ainsi, on pourrait inviter les pays partenaires à atteindre 80 pour cent du temps consacré à l'enseignement, la meilleure mesure définie dans une étude de 2007 (Abadzi 2008).
- Pour ce qui est de *la fluidité de la lecture orale*, on pourrait prendre pour base de référence le pourcentage de pays en bonne voie pour éliminer l'analphabétisme chez les enfants¹ en se fondant sur :
 - l'aptitude à lire au moins 45 mots par minute à la fin de la seconde année de scolarité, à moins qu'un pays ne spécifie une autre vitesse de lecture ;
 - la démonstration d'un niveau satisfaisant de compréhension (par exemple 80 pour cent), mesurée au moyen de simples questions de mémorisation sur des textes de première ou deuxième année de scolarité ;
 - l'aptitude à lire entre 90 et 120 mots par minute à la fin de l'école primaire, à moins qu'un pays ne spécifie une autre vitesse de lecture ;
 - la démonstration d'un niveau satisfaisant de compréhension (par exemple 80 pour cent), mesurée au moyen de simples questions de mémorisation sur des textes correspondant au niveau scolaire de l'élève ;

¹ Normes 2009 du Secrétariat FTI : a) performance dans les petites classes : pourcentage d'élèves qui, après deux ans d'école primaire, lisent et comprennent un texte avec aisance, et sont à même de « lire pour apprendre » ; et b) pourcentage d'élèves qui sont capables de lire et de comprendre un texte, conformément aux objectifs pédagogiques de leur pays d'appartenance, à la fin de l'école primaire. Ces définitions sont bien trop imprécises pour servir de normes, et l'aptitude à « lire pour apprendre » n'est généralement pas un objectif attendu à la deuxième année de scolarité (Abadzi 2011, en cours de révision).

- l'élimination des élèves qui ne lisent quasiment aucun mot à la minute à la fin de la seconde année de scolarité ou du primaire (à l'exception des élèves de classes spécialisées).

Les normes de référence en fluidité de la lecture sont fondées sur de solides recherches sur les capacités cognitives et linguistiques (pour plus de détails, voir Abadzi 2011). Dans de nombreux pays, les données en la matière témoignent de la stabilité des mesures en dépit des différences d'aptitude linguistique et de textes (Abadzi 2011, ainsi que de nombreux rapports disponibles à l'adresse : eddataglobal.org). Une aide serait apportée aux pays afin qu'ils déterminent, d'après leur expérience et de précédentes mesures, les proportions d'élèves susceptibles d'atteindre les normes de référence.

3.2. Référentiel d'indicateurs

Le Secrétariat FTI propose de travailler en collaboration avec un organisme de surveillance partenaire afin de créer un référentiel de tous les indicateurs clés pour la lecture et le calcul dans les premières années de scolarité. Cet organisme devrait avoir l'expérience voulue, et être désireux de participer à la constitution de ce type de référentiel. L'Institut de statistiques de l'UNESCO pourrait répondre à ces critères. Il conviendra de veiller à ne pas répéter le travail déjà fait par d'autres organisations. L'objectif serait d'assurer aux pays, au personnel des organismes bailleurs de fonds, aux chercheurs et à d'autres intervenants, un accès facile aux indicateurs de base sur les résultats scolaires, notamment dans ce contexte.

Activité proposée	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au partage des connaissances et de toutes les données relatives aux résultats scolaires dans les premières années d'éducation
Type d'activité	<ul style="list-style-type: none"> • Constitution d'une base de données et d'un mécanisme de diffusion depuis le site Web
Liens avec les indicateurs du cadre de résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat 1 : Amélioration des résultats scolaires

Démarche proposée	<ul style="list-style-type: none"> Collecte de résultats et de données sur les méthodes et leur application auprès de tous les pays participant aux évaluations des apprentissages précoces
Produits escomptés	<ul style="list-style-type: none"> Base de données intégrée au domaine public
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> Base de données opérationnelle d'ici la fin de 2012

3.3. Études bibliographiques, production de connaissances et présentation des connaissances

Les lacunes recensées en termes de connaissances et les activités proposées correspondent dans une large mesure à la stratégie qualité adressée au Conseil d'administration du FTI. Le volume d'informations disponibles varie selon les activités considérées. Pour certaines, des études bibliographiques seraient suffisantes, tandis que d'autres exigeraient d'engager des recherches. Celles-ci n'auraient toutefois d'autre finalité que de favoriser la mise en œuvre et l'application.

Pour l'heure, il est prévu de faire réaliser des études bibliographiques et des dossiers d'information de conception optimale, en s'adressant à un fonds fiduciaire de l'USAID plutôt qu'au programme d'AMR. Ces projets pourraient toutefois évoluer. Comme il n'est pas prévu d'exécuter ces activités dans le cadre du programme, elles ne sont pas mentionnées dans les tableaux, à la différence des opérations qui seront financées par le programme. Signalons tout de même que les projets pilotes et les recherches sur le terrain concernant ces questions devraient être inclus dans les activités à réaliser au niveau national. C'est pourquoi nous précisons ici leur contenu technique détaillé.

Le calendrier prévu pour les activités de production et de présentation du savoir correspond à la durée du programme d'AMR, car il faudra probablement du temps pour générer certaines de ces connaissances. Notons cependant que l'état des connaissances est d'ores et déjà suffisant pour démarrer les activités de diffusion et d'amélioration.

Alors que les thèmes font l'objet d'une présentation détaillée ci-après, par souci d'économie, tous devront être inclus dans les ateliers (voir la section **Error! Reference source not found.**) et dans les expériences à étendre à l'échelle nationale (voir la section **Error! Reference source not found.**).

3.3.1. Enseignement fondé sur la recherche dans les premières années de scolarité

Nombre d'études suggèrent que tous les élèves apprendraient à lire s'ils bénéficiaient d'un enseignement reposant sur: l'introduction progressive de la méthode synthétique et de la reconnaissance phonologique ; les rétroactions avec l'ensemble des élèves ; l'affectation du temps d'enseignement à la pratique de la lecture et de l'écriture ; le recours à des leçons préétablies, à des modules définis de durée spécifique, et à des manuels fondés sur les principes correspondants et ce, d'autant plus si cet enseignement est dispensé dans des langues locales qui s'écrivent tel qu'elles se prononcent. (La plupart de ces langues ont été écrites durant les derniers siècles, contrairement à la graphie des langues européennes, en particulier l'anglais, qui reflète les prononciations anciennes.)

En ce qui concerne les connaissances, les problèmes à résoudre sont notamment les suivants :

- Est-il réaliste et viable, dans la durée, d'envisager l'introduction quotidienne d'un bref retour d'information à chaque élève (par le maître ou par les bons élèves) pendant les premières étapes d'apprentissage de la lecture ? Dans quelle mesure des maîtres ayant un degré d'éducation limité pourront-ils apprendre et appliquer cette méthode compte tenu du manque de supervision ? Comment peut-on utiliser les bons élèves pour qu'ils aident leurs camarades dans le cadre de procédures systématisées, mais néanmoins réalisables ?
- Quelle serait la durée optimale des premiers modules de lecture, pour que les maîtres puissent enseigner toutes les lettres et les diphtongues essentielles, sans pour autant perdre de vue leurs objectifs à plus long terme ?
- Du point de vue du temps d'enseignement ou des résultats obtenus, y a-t-il un intérêt à présenter les lettres selon une approche « linguistique », ou obtiendrait-on les mêmes résultats en les introduisant dans l'ordre dicté par le bon sens ?
- Est-il envisageable de systématiser la préparation de leçons pour le démarrage de la lecture afin que les nouveaux pays (et les nouvelles langues introduites) puissent appliquer des procédures standardisées, et gagner ainsi du temps ? Il serait utile de disposer d'un processus.

- Est-il possible de systématiser la rédaction des manuels, comme dans un programme logiciel (BLT, qui est utilisé par le Summer Institute of Linguistics, ou SynPhony, employé par l'Institut canadien de linguistique) ? Pareil logiciel serait-il utilisable dans la pratique ?
- Quelles méthodes d'enseignement collectif est-il réaliste de proposer à des maîtres ayant une éducation limitée, voire aucune, face à des classes très nombreuses (entre 60 et 120 élèves) ? À titre d'exemple, les groupes J et leurs modifications.

3.3.2. Recours aux langues locales pour l'enseignement des compétences de base

La question de la langue d'enseignement est pertinente pour l'apprentissage de la lecture et du calcul. Les élèves arrivent à l'école avec la compréhension du vocabulaire et de la syntaxe de leur langue maternelle, et ont parfois une connaissance des langues parlées par leurs voisins et parents éloignés qui suffit amplement pour comprendre les notions simples associées aux compétences de base. La multiplicité des langues parlées dans de nombreux pays crée des problèmes logistiques pour l'alphabétisation des enfants. Ces difficultés doivent être au cœur des manuels scolaires et de l'action des enseignants. Ce sont là certaines des raisons qui justifient d'engager des recherches pour développer le recours aux langues locales dans diverses circonstances.

En termes de connaissances, les questions à poser sont notamment les suivantes :

- Combien de langues locales les habitants d'un pays parlent-ils vraiment, et avec quel degré de maîtrise ?
- Combien de jours ou de semaines d'école sont nécessaires aux enfants parlant une langue locale pour acquérir une connaissance suffisante d'une autre langue locale et être éduqués dans cette seconde langue ?
- Combien de jours ou de semaines d'échange faut-il aux enfants pour s'habituer aux variations de dialectes ou de langues parentes, être en mesure de comprendre les maîtres et répondre à des questions ?
- Quel degré de préparation ou d'étude faudrait-il aux instituteurs parlant une langue locale pour dispenser un enseignement primaire dans une autre langue locale ? Quelles seraient les combinaisons les plus envisageables dans les différents pays ?

- Supposant une absence de problèmes politiques, les enfants parlant une langue donnée peuvent-ils être alphabétisés dans une langue voisine ? Cette hypothèse devrait être testée.

3.3.3. Efficacité des méthodes d'enseignement durant les premières années de scolarité

Malgré l'attention marquée portée, à un niveau conceptuel, à l'éducation de la petite enfance, les résultats obtenus se limitent à des expériences spécifiques et de coût élevé, et la conception des projets n'a pas donné de bons résultats dans les zones à faible revenu. Ce sont principalement les gens de classe moyenne qui envoient leurs enfants à la maternelle, et l'avantage comparatif qu'ils y acquièrent intensifie « l'effet Matthew ». Le programme d'AMR financera des études et des projets pilotes contribuant à déterminer les meilleurs moyens de dispenser une éducation préscolaire aux enfants issus de familles à faible revenu, et favoriser ainsi l'aptitude à l'apprentissage et la préparation à l'école. En voici des exemples :

- Élaboration de procédures pour aider les éducateurs de maternelle à appliquer des méthodes interactives et durables d'acquisition du langage.
- Examen de l'impact des indicateurs de santé sur le développement de l'enfant.
- Études sur les temps d'enseignement et les matériels pédagogiques qui amélioreraient notablement les résultats des enfants issus de foyers à faible revenu.
- Détermination de l'ampleur des avantages pouvant être attendue de la mise en œuvre de programmes réalistes d'éducation du jeune enfant, ainsi que des zones d'intervention.
- Exploration de la possibilité de réaliser des évaluations à bas coût durant les premières années de scolarité.
- Expériences sur l'application de supports pédagogiques à bas coût, élaborés localement, pour favoriser le développement (cognitif, linguistique, physique et socio-émotionnel) de l'enfant.
- Examen des différents services préscolaires de préparation à l'école offerts aux enfants défavorisés des pays partenaires duFTI.

3.3.4. Enseignement effectif et efficace du calcul

Les élèves des premières années du primaire ont des résultats médiocres en calcul, et les enseignants ont parfois plus de difficultés que leurs élèves (d'après les mesures du SACMEQ). Les recherches et les mesures font état d'une vaste gamme de variables d'importance critique, et différentes philosophies sont mises de l'avant. Des études ciblées s'imposent pour déterminer les variables prédominantes dans les milieux à faible revenu et y trouver des solutions efficaces. De même, des cours de mise à niveau doivent être dispensés aux instituteurs en difficulté pour leur permettre d'effectuer rapidement des calculs élémentaires, et d'expliquer correctement les notions de calcul aux élèves.

Les aspects suivants ont été identifiés :

- Étude des relations et des schémas de causalité entre les variables prédominantes pour l'aptitude au calcul (par exemple, traitement de la magnitude, précision prédictive) et les résultats réels des élèves.
- Détermination des activités pédagogiques faisables et du temps de pratique, de la maternelle à la troisième année de l'école primaire (ou dans les classes suivantes), qui permettraient d'améliorer sensiblement les résultats des élèves en difficulté au regard des objectifs pédagogiques en calcul.
- Manuels de calcul permettant d'enseigner les notions requises de la manière la plus efficace et la plus économique.
- Moyens permettant d'améliorer les connaissances mathématiques des maîtres et leur aptitude à l'automatisme du calcul.

3.3.5. Formation et supervision des maîtres

On n'a guère constaté de corrélation entre les investissements dans la formation des enseignants et les résultats scolaires. Les maîtres peuvent suivre des cours de formation, et même passer les tests de formation préalable et en cours d'emploi, mais leur comportement en classe ne semble pas évoluer à la faveur du contenu de leur formation. Plusieurs études ont montré que la formation des instituteurs n'avait que peu ou pas d'impact sur les résultats des élèves. Il semble préférable d'axer cette formation, au moins en partie, sur l'apprentissage par l'observation, et plus particulièrement sur les comportements essentiels des élèves de premières années du primaire. Toutefois, cet effet doit être systématisé et démontré. Par ailleurs, les enseignants ayant une éducation formelle limitée doivent

apprendre davantage de contenu pour pouvoir le transmettre aux élèves dans des domaines tels que le calcul élémentaire.

Les problèmes concernent notamment les aspects suivants :

- Comment peut-on institutionnaliser les méthodes d'apprentissage par l'observation ? Quelles sont les méthodes envisageables, et quelles en sont les effets ? Outre la modélisation sans rétroaction, quelle contribution les processus détaillés de planification et de visualisation apportent-ils à ces méthodes ? Des expériences doivent être menées dans ce domaine, afin de préparer des dossiers de ressources.
- Encadrement de la préparation de cours dans diverses circonstances, élaboration d'une « trousse à outils » audiovisuelle pour ce travail. (Des répétitions d'activité qui découlent de lecture et qui pourraient être appropriées pour les deux groupes).
- Proposition et pilotage de technologies et de procédures d'application pouvant faciliter une supervision essentielle à distance. Quelle serait la viabilité de ces procédures à terme ? Il serait utile de faire des recherches bibliographiques sur les technologies envisageables.
- Essai de procédures durables de livraison contre remboursement, et collecte de documentation sur les résultats des différents projets pilotes réalisés dans ce domaine.

3.3.6. Stratégies de remédiation pour les élèves à la traîne

Dans les pays à faible revenu, de très nombreux élèves ne parviennent pas à acquérir les notions les plus élémentaires qui sont indispensables à l'acquisition de compétences plus poussées. Une remédiation doit donc être proposée avant de laisser ces élèves accéder à la classe supérieure, mais peu d'attention y a été apportée, sauf sous forme de cours particuliers. Il convient d'élaborer des méthodes et des stratégies efficaces de remédiation, et d'encourager les pays à se doter de politiques en la matière.

D'autres questions se dégageront plus clairement une fois qu'une étude bibliographique aura mis en évidence les problèmes persistants et les solutions possibles, au moins au niveau des premières années d'enseignement. Les activités pourraient par exemple inclure :

- Des études bibliographiques sur les méthodes de remédiation appliquées dans certains pays, y compris des descriptions détaillées des méthodes appliquées et des éléments d'information attestant leur efficacité ;
- Conception de programmes efficaces de remédiation, élaboration de supports pédagogiques, aspects logistiques, calendrier.
- Montage de projets pilotes de remédiation pouvant se révéler efficaces avec différentes populations. Leurs fondements scientifiques devront être établis (en s'appuyant en partie sur l'étude bibliographique qui sera réalisée).
- Élaboration de stratégies nationales de remédiation (tenant compte des compétences nécessaires dans les classes supérieures et des cours privés de rattrapage), avec pour objectif de maximiser la proportion d'élèves maîtrisant les compétences de base.

3.3.7. Production, financement, distribution et utilisation de manuels

La problématique des manuels est lourde et complexe. Leur distribution dans les pays à faible revenu est souvent un échec en raison des coûts, des retards et de la corruption. Même lorsqu'il y a des manuels, ils sont souvent insuffisants, en nombre et en qualité. Leur contenu peut être limité, les méthodes de lecture inefficaces, et le calcul présenté de manière déroutante pour de tout jeunes lecteurs. Les illustrations peuvent aussi désorienter les élèves qui n'ont guère d'exposition au monde extérieur. Les manuels peuvent avoir été élaborés sans le moindre fondement scientifique. Enfin, on constate parfois des problèmes liés à la taille, à l'espacement ou à la complexité de lettres encore inconnues et qui ne devraient donc pas être utilisées. Par conséquent, le rapport coût-efficacité de ces manuels peut parfois être nul. Les problèmes ont été mis en évidence à l'occasion d'une consultation informelle organisée à la Banque mondiale (24-29 avril 2011), et différentes solutions seront étudiées, ce qui entraînera une modification des questions correspondantes. À ce stade, la liste partielle des problèmes se présente comme suit :

- Quels sont les facteurs ayant la plus forte incidence sur le prix des manuels ? Lesquels pourraient être réalistement contrôlés et, dans l'affirmative, de combien pourrait-on réduire les prix des manuels ? (En tenant compte du recours à la couleur, du format, des prix du papier, de l'optimisation de la rente, de la collusion, etc.) ?
- Combien de mots effectifs (et pas seulement de mots nouveaux) les manuels de la première année d'école devraient-ils contenir, compte tenu du fait que les élèves pauvres n'ont probablement qu'un seul livre, si tant est qu'ils en aient. Quelles sont les présentations

optimales des lettres, diphtongues, syllabes, etc. dans les différentes langues et alphabets pour accélérer l'automatisme ? Dans quelle mesure les illustrations contribuent-elles à inciter les enfants à continuer à lire, à différents niveaux d'aptitude ? Les aspects perceptuels et émotionnels des illustrations doivent être mieux compris et documentés.

- Est-il possible d'optimiser les coûts en jouant sur la mise en page des manuels des trois premières années de scolarité ? Quelle est la composition la plus économique compte tenu de la taille et du nombre d'images, des couleurs, des polices de caractères et des blancs ? Quel degré de répétitivité et de constance devrait caractériser le positionnement des textes et des graphiques ? Combien de blancs faut-il prévoir compte tenu des coûts élevés du papier ? Dans quelle mesure faut-il avoir recours à des conventions typographiques complexes et à de nombreux exercices par page, ce qui paraît éveiller l'intérêt, mais pourrait simplement être source de confusion mentale ? Il convient de procéder à des observations et de réaliser des études théoriques (par exemple au moyen du logiciel Eyelink).
- Par ailleurs, sur quelles notions faut-il se fonder pour déterminer la conception, le nombre de pages, le contenu et la présentation des manuels pour les dernières classes du primaire et les premières années du secondaire ?
- Dans quelle mesure la complexité relative des manuels influe-t-elle sur la probabilité que les élèves travaillent avec le contenu proposé ? D'après certaines recherches, les petits défis pourraient contribuer à améliorer les résultats scolaires.
- Quelles sont les difficultés spécifiques qui ont un impact sur l'élaboration, l'impression, et la distribution de manuels en langues locales ? Les études, projets pilotes, et activités visant au développement de l'enseignement dans des pays et configurations de langues données pourront bénéficier d'un financement.
- Il convient d'élaborer et de tester des glossaires et des dictionnaires en langues locales, contenant les mots de vocabulaire enseignés à l'école dans les pays partenaires de la FTI intéressés par ces travaux. Le programme d'AMR pourrait financer leur préparation dans certains pays et, peut-être, en évaluer l'utilisation.
- Est-il envisageable de recourir à des liseuses électroniques dans les dernières classes du primaire ? Certaines expériences pourraient être financées.

3.3.8. Mesure et évaluation des résultats

La mesure des résultats présente de nombreuses difficultés. Pour assurer le suivi des performances et évaluer les résultats des différentes expériences, il conviendrait d'officialiser un programme permanent de mesure des résultats de lecture et de calcul dans les pays partenaires. Des tests de compétence

valides et fiables doivent être mis au point pour les premières années de scolarité. Ils devraient au moins permettre de mettre en évidence les progrès engrangés au primaire et dans les premières classes du secondaire dans les matières importantes. Dans la mesure du possible, les notes attribuées doivent être intuitivement compréhensibles. Ces tests doivent aussi être rapides et peu coûteux à administrer et à noter de façon à pouvoir être organisés tous les deux ou trois ans ; par ailleurs, ils ne doivent pas surcharger indûment les faibles capacités psychométriques des pays à faible revenu. Si possible, ces tests devraient offrir un moyen de comparaison avec d'autres pays, bien que ce dernier aspect ne soit pas indispensable.

Il y a pléthore de tests comparatifs internationaux au niveau du primaire, mais la plupart ne satisfont pas aux exigences décrites ci-dessus. Pour les dernières classes du primaire, il existe notamment des tests comparatifs internationaux en français, en anglais et en espagnol (PASEC, SACMEQ, LLECE), ainsi que dans les langues des pays participant aux initiatives TIMSS et PIRLS. Citons également les tests de compétence et les examens de l'enseignement public disponibles dans les pays.

- Indépendamment de l'action de suivi, rares sont les pays qui ont introduit des changements sur la base de tests normalisés. Il conviendrait d'interpréter ce phénomène et d'y trouver remède. Une description des meilleures pratiques devrait être établie pour guider les présentations, et l'apport d'une assistance technique aux pays pourrait aider les gouvernements à identifier les mesures réalistes à engager d'après les résultats des évaluations de la lecture à l'oral et à l'écrit.
- L'enseignement ne pourra gagner en efficacité que si le temps qui lui est consacré est mesuré et amélioré. De très nombreux travaux de recherche ont déjà été consacrés à mesurer le temps perdu à différents niveaux. Des enquêtes ont été réalisées sur les pertes de temps à l'école et l'absentéisme des enseignants, et des outils d'observation ont été appliqués pour mesurer le temps alloué à l'enseignement en classe. Les enquêtes devraient être quantifiables et objectives afin d'être bien réalisées.
- Élaboration d'un **test de fluidité de lecture à tous niveaux**, de type « PISA 3R ». Il pourrait s'agir de lettres, de mots à la minute, et de questions de compréhension simples. Ce test pourrait être administré en même temps qu'un test de calcul, par exemple un test de deux minutes, encore au stade expérimental, et un test d'écriture à temps fixe.
- Une méthode doit être élaborée pour déterminer combien de mots seraient comptés dans les différentes langues et comparer l'aptitude à la lecture dans ces langues. Une simulation informatique pourrait être réalisée en plus des études bibliographiques.
- Il convient d'institutionnaliser en dehors du Secrétariat du FTI (peut-être auprès d'une organisation administrant les programmes PASEC, SACMEQ ou LLECE) la série de tests applicables aux premières années de scolarité. Les tests de fluidité en lecture, en calcul et en écriture seraient administrés aux côtés des tests comparatifs internationaux (PASEC, SACMEQ, LLECE); des financements pourraient être alloués à cette fin aux organismes intéressés.
- Études sur le remplacement des tests plus exigeants de lecture individuelle, par des tests collectifs de trois minutes (basés sur des séries de mots). L'organisme chargé d'administrer les tests de lecture se chargerait également des tests collectifs et comparerait les résultats.

- Élaboration de tests de fluidité de la lecture pour les classes du secondaire, en vue de l'établissement d'une cartographie de la fluidité et de l'amélioration de la compréhension au fil de la scolarité.
- Mise au point de méthodes relativement objectives, mais néanmoins viables, fondées sur des travaux de recherche, pour évaluer l'apparition de l'automatisme et du traitement parallèle, par exemple l'activation des formes lexicales visuelles, par rapport au nombre de mots par minute, au travers du potentiel évoqué cognitif.
- Amélioration de l'outil d'observation des classes connu sous le nom « Stallings snapshot » et réalisation d'enquêtes sur l'emploi du temps d'enseignement dans le but de produire un dossier de ressources intégrées comportant un logiciel sur le sujet et des procédures d'administration audiovisuelle.
- Évaluation de l'effet de différentes mesures appliquées par les pays partenaires (par exemple les bourses, les interventions nutritionnelles) sur la performance des filles.

4. Ateliers techniques, séances d'apprentissage auprès des pairs et conférences

Les connaissances disponibles et celles qui seront produites sur chacune des questions techniques énumérées ci-dessus devront être diffusées dans les réseaux appropriés. De manière plus générale, il faudra toutefois apporter une formation à différents intervenants au sujet des connaissances qui **ne figurent pas** dans cette liste. Il y a un réel besoin d'informations techniques, qui n'est pour l'instant pas comblé, et on ne perçoit pas clairement quelle structure institutionnelle pourrait s'en charger. Les universités, les bureaux de consultants et les ONGs ont appliqué des philosophies dont les fondements scientifiques étaient parfois incertains. Ceci explique peut-être que les organisations internationales n'ont eu que peu ou pas de moyens pour traiter les questions d'enseignement. Le programme d'AMR apportera des financements au Secrétariat du FTI et aux établissements de formation en vue de l'enseignement de modules de formation ciblés destinés à combler ces lacunes. (Citons notamment l'Institut de la Banque mondiale, l'Institut international de la planification de l'éducation de l'Unesco, etc.). Les modules de connaissance pourraient être présentés sous forme audiovisuelle afin de répondre aux besoins des différentes parties concernées, et administrés par télé-enseignement ou dans le cadre d'ateliers en résidence ou d'ateliers nationaux.

Les entités soumettant des demandes de financement au titre de cette catégorie devront présenter des dossiers détaillés, reposant sur des recherches scientifiques, en vue de leur examen par le Secrétariat du FTI. Un suivi devra être assuré par les prestataires concernés pour assurer la mémorisation et l'application durables des connaissances, et non une exposition sans suite.

Notons que le contenu technique de tous les stages et ateliers de formation devra porter sur les huit questions clés précédemment identifiées (voir la section **Error! Reference source not found.**).

Activité proposée	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à la mise en commun des connaissances sur tous les sujets ayant trait à l'amélioration de la lecture et du calcul dans les premières années de scolarité : ✓ Ateliers internationaux spécialisés visant à développer la motivation et les échanges d'informations sur les aspects techniques et la mise en œuvre, sous la conduite des ministères, des organismes bailleurs de fonds et des ONG. ✓ Manifestations régionales visant aux mêmes fins. ✓ Activités spécifiques menées dans les pays partenaires en vue de la mise en œuvre d'expériences reproductibles à plus grande échelle ✓ Enseignement virtuel ou autre forme de téléformation. ✓ Publication d'études et de directives techniques.
Type d'activité	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers techniques et diffusion du savoir • Assistance technique • Intervention visant à guider l'intensification de l'activité
Liens avec les indicateurs du cadre de résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat 1 : Amélioration des résultats scolaires
Démarche proposée	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités de partage des connaissances seront prises en charge par un organisme de surveillance spécialisé dans la formation et le renforcement des capacités, y inclut pour les grandes manifestations et les activités de renforcement des capacités proposées en ligne ou par d'autres moyens de télé-enseignement. • Les manifestations de moindre envergure, organisées à l'échelon national, et concernant la mise en œuvre des programmes dans les pays partenaires, seront coordonnées différemment. • Une certification pourrait être obtenue. Sa valeur sur le marché du travail devrait être optimisée. • Dans un premier temps, les ateliers seraient fondés sur les connaissances disponibles. À mesure que ces connaissances sont précisées ou complétées par de nouveaux acquis, ils seront intégrés aux ateliers et aux séminaires. • Le Secrétariat du FTI veillera à la production des connaissances nécessaires, et supervisera étroitement la préparation des modules de formation, en concertation avec un organisme de surveillance spécialisé dans la gestion du partage des connaissances, par exemple la gestion de modules de formation en ligne ou du télé-enseignement.
Produits escomptés	<ul style="list-style-type: none"> • Deux ateliers internationaux • Quatre ateliers régionaux

	<ul style="list-style-type: none"> • Modules et supports d'enseignement virtuel sur les huit sujets précités
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> • Toutes les activités seront achevées avant le: XX. • Tous les modules d'enseignement virtuel et de télé-enseignement seront disponibles d'ici le : XX.

5. Expériences reproductibles à plus grande échelle et assistance technique axée sur les plans sectoriels d'éducation

Outre la production, la présentation et la diffusion du savoir, le programme d'AMR travaillera avec les organismes nationaux de surveillance et les groupes locaux de partenaires de l'éducation désireux de conduire des expériences susceptibles d'améliorer notablement les résultats scolaires en lecture et en calcul dans les premières années de scolarité. Ces expériences devront déclencher une action déterminante à l'échelon national dans le but d'améliorer les acquis scolaires, ce que tous les efforts menés jusqu'à présent dans le cadre de l'initiative du FTI n'ont pas permis d'obtenir.

À cet égard, nous envisageons de travailler avec divers organismes de surveillance dont chacun serait responsable d'un groupe de pays. Toutefois, l'action menée par ces organismes correspondra globalement aux indications du tableau ci-dessous. Les activités ne seront pas nécessairement toutes menées dans l'ensemble des pays. Tout dépendra des intérêts que les pays manifestent, et de ce qui a déjà été réalisé. Le tableau donne toutefois une idée générale de ce qui sera fait.

Notons que le contenu technique de tous les stages et ateliers de formation devra concerner les huit questions clés précédemment identifiées (voir la section **Error! Reference source not found.**). Les expériences des pays serviront notamment à tester certaines idées, et à produire des connaissances pouvant être appliquées à l'échelon régional et mondial, ou transférées à d'autres pays, afin d'améliorer les résultats scolaires.

5.1. Critères et étapes de sélection des pays

La sélection des pays se fera selon les étapes suivantes :

Étape 1 : Échanges avec le Groupe de soutien aux pays partenaires du Secrétariat du FTI sur les points suivants : activités importantes financées par le Fonds catalytique du FTI dans différents pays, demandes spécifiques de la part des ministères de l'éducation, identification des faiblesses et des besoins d'amélioration des capacités.

Étape 2 : Échanges avec des partenaires clés sur la liste de présélection des pays prêts à recevoir un appui supplémentaire pour améliorer sensiblement les résultats scolaires avec, dans un premier temps, une priorité pour la lecture.

Étape 3 : Échanges avec les organismes nationaux de coordination représentant les groupes locaux des partenaires de l'éducation et les ONG compétentes sur les possibilités d'apporter un appui complémentaire aux pays en vue de la mise en place d'expériences destinées à améliorer les acquis scolaires.

Les pays sélectionnés pourraient être :

- (a) des pays qui ne sont pas parvenus à améliorer les résultats scolaires, en dépit du soutien du FTI, et qui souhaiteraient mener des expériences dans ce sens ;
- (b) des pays qui mènent déjà, ou prévoient de conduire des expériences pour améliorer les résultats scolaires, dans le cadre de leur plan sectoriel d'éducation ou de toute autre activité. Un équilibre devra être trouvé entre les pays qui bénéficient déjà d'un fort soutien des donateurs pour conduire des expériences transposables à plus grande échelle, ce qui pourrait témoigner de leur désir de faire progresser les choses, par opposition à d'autres pays n'ayant guère d'assistance, où les travaux envisagés ici pourraient donc avoir une incidence majeure dans certains secteurs, mais qui n'ont peut-être pas manifesté d'intérêt à ce jour ;
- (c) des pays ayant obtenu des résultats prometteurs dans le cadre de précédents programmes et qui sont prêts à passer à l'échelle supérieure. Les gouvernements de ces pays pourraient avoir besoin d'une aide pour mettre au point une expansion durable des activités ;
- (d) de grands pays qui, à critères égaux, pourraient être préférés à des pays de plus petite taille par le simple nombre des enfants ciblés ; et,
- (e) des pays avec lesquels FTI entretient de bonnes relations sur la base de précédentes expériences, et/ou dans lesquels les organismes de surveillance intéressés ont une bonne expérience.

5.2. Récapitulatif des activités prévues

Activité proposée	<ul style="list-style-type: none">• Expériences conduites dans les pays partenaires pour développer à l'échelle nationale les mesures favorisant une amélioration notable des résultats scolaires
--------------------------	---

Type d'activité	<ul style="list-style-type: none"> • Partage local des connaissances • Intervention visant à guider l'intensification de l'activité
Liens avec les indicateurs du cadre de résultats	<ul style="list-style-type: none"> • Résultat 1 : Amélioration des résultats scolaires
Démarche proposée	<ul style="list-style-type: none"> • En concertation avec ses partenaires, le Secrétariat du FTI dressera la liste des pays et des organismes de surveillance intéressés. • Dans les pays où une action est déjà menée, le Secrétariat du FTI officialisera ses relations avec les organismes de surveillance ou autres organismes d'exécution, et apportera un appui et une assistance technique, en fonction des besoins, dans les domaines spécifiques mentionnés ci-après. <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans certains cas, l'organisme de surveillance disposera déjà d'un soutien important. Dans ces circonstances, le Secrétariat se focalisera limitera à aider le partenariat du FTI à assimiler les enseignements livrés par les expériences passées. • Dans les pays où de nouveaux projets seront menés, le Secrétariat du FTI travaillera avec l'autorité de coordination, ou l'organisme de surveillance souhaitant assumer la direction de l'action engagée, les groupes locaux des partenaires de l'éducation, notamment le ministère de l'éducation, afin de définir une activité et de sélectionner un organisme. • Les travaux pourraient démarrer par un atelier visant à exposer le concept de base, ce qui peut être réalisé, et les moyens à mettre en œuvre. • Dans un deuxième temps, le Secrétariat du FTI facilitera l'assistance technique et le travail en réseau pour : <ul style="list-style-type: none"> ✓ appliquer des évaluations adaptées afin d'élaborer une base de référence et/ou susciter des changements ; ✓ identifier une stratégie d'expansion ; ✓ cibler prioritairement certaines zones géographiques, si le pays le désire ; ✓ préparer des plans et des méthodes d'enseignement ; ✓ améliorer les supports de lecture, et mettre au point une méthode de diffusion ; ✓ élaborer et appliquer des méthodes pour l'encadrement des enseignants ; ✓ appliquer l'ensemble ou certaines des innovations mentionnées à la Section Error! Reference source not found., en fonction des besoins, pour développer les connaissances au profit d'autres pays (en addition du pays concerné) ; ✓ formuler et appliquer une démarche d'évaluation des effets obtenus ; ✓ présenter les acquis de l'expérience sous une forme propice à leur diffusion régionale et mondiale, notamment a) les connaissances sur ce qui peut être réalisé, b) d'autres connaissances techniques sur des aspects spécifiques, d'après les évaluations d'impact ; et, c) les connaissances sur les aspects concernant la logistique et la gestion de l'intensification de l'action menée ; et, ✓ s'assurer que les acquis de l'expérience soient progressivement, et aussi rapidement que possible, intégrés aux plans sectoriels de l'éducation pour favoriser l'intensification des actions engagées (ceci pourrait se faire d'emblée si l'élaboration du plan sectoriel pour l'éducation ne fait que démarrer).

Produits escomptés	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrage et suivi des expériences menées dans X pays.
Calendrier	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrage des expériences au XX.

6. Résumé

Pour aider les pays partenaires à offrir une éducation de qualité aux couches les plus pauvres de la population, il convient de réunir et d'appliquer des connaissances importantes. Les aides financières du programme d'AMR permettront de produire ces connaissances, de les synthétiser et de les diffuser sous des formes adaptées et compréhensibles. Pour certains sujets, il suffira d'entreprendre des études bibliographiques, tandis que pour d'autres, des expériences devront d'abord être menées sur le terrain. Dans tous les cas, le but recherché est de parvenir à institutionnaliser et à développer l'action menée à l'échelon national dans les pays où certaines interventions s'imposent.

Les priorités concernent notamment les questions suivantes : fluidité de la lecture, enseignement dans les langues locales, éducation durant les premières années de scolarité, enseignement du calcul, formation des maîtres, stratégie de remédiation pour les élèves en difficulté, disponibilité de manuels scolaires pour les élèves, mesure et évaluation des performances, et transmission des connaissances et informations techniques disponibles aux différents intervenants. Le cas échéant, il conviendra peut-être d'examiner les interactions entre certaines de ces questions.

L'aide financière disponible dans le cadre du programme d'AMR présente, à bien des titres, une occasion unique de résoudre des problèmes qui sont restés longtemps sans réponse, par manque de connaissances spécifiques ou d'intérêt de la part des chercheurs qui entreprennent des travaux à leurs propres fins. Si elle s'appuie sur des bases scientifiques, cette adaptation fine de l'action menée au profit des pays à faible revenu pourrait avoir des retombées majeures sur l'amélioration des résultats scolaires dans les pays partenaires.